

DE LA RECONSTRUCTION DU RAPPORT DE FORCE RÉGIONAL AU BOUILLONNEMENT INTERNE

Quelle que soit la réalité, c'est la perception qu'a Israël de sa sécurité et de son environnement qui prend le pas sur tout le reste. Le gouvernement considère chacune de ses actions comme juste et légitime dès lors que l'on évoque la survie de l'État hébreu. Pour les Israéliens, peu importe l'image qu'ils renvoient au monde, du moment que la sécurité au sein de « leur » monde est assurée.

Ce qui reste objectif, c'est la transformation du réseau d'alliances dont l'État hébreu dispose. La reconfiguration géopolitique de la région amène un changement profond de ses relations diplomatiques dans un environnement proche ou lointain, y compris avec des pays qui n'ont pas été concernés par les « Printemps arabes » : affaiblissement de ses bonnes relations historiques avec la Turquie ; nouvelles relations économiques et stratégiques avec l'Azerbaïdjan, blocage total de l'avancée des négociations avec les Palestiniens ; rapprochement avec l'Arabie saoudite au nom de la lutte contre le terrorisme et les Frères musulmans.

Après avoir constaté une transformation globale de ses rapports avec ses voisins proches et plus lointains, nous verrons comment la stratégie de l'enfermement opérée par Israël peut sembler une nécessité à court terme, mais tellement peu encourageante pour l'avenir et pour la normalisation de ses relations avec l'ensemble de la région.

En réalité, Israël glisse progressivement vers une nouvelle forme de ghettoïsation. D'autant que le gouvernement s'enferme également vis-à-vis de sa population, qui constitue depuis 2011 un « front du refus » supplémentaire, cette fois d'ordre économique et social. Nous nous intéressons dès lors à un point crucial : comment les Israéliens perçoivent-ils les

questions de sécurité et de paix au quotidien? À l'heure actuelle et dans une perspective d'avenir.

1. Bouleversement des rapports de force régionaux et blocage total de la situation palestinienne

Face à un environnement régional hostile, Israël a noué un certain nombre d'alliances stratégiques avec de puissants pays musulmans non arabes comme l'Iran dans les années 1970, la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Éthiopie aujourd'hui.

Des relations à géométrie variable avec la Turquie

Historiquement terre d'accueil pour les Juifs, l'Empire ottoman démantelé cède la place à une Turquie moderne qui sera en 1948 le premier pays musulman à reconnaître l'État d'Israël. En 1986, les deux pays nomment des ambassadeurs respectifs. Dix ans plus tard, Tel-Aviv et Ankara signent un accord historique de coopération stratégique et militaire, autorisant notamment Israël à survoler l'espace aérien turc pour l'entraînement de ses pilotes.

En 2002, l'arrivée au pouvoir de l'AKP¹¹⁷, le parti islamiste, va progressivement transformer la donne, au fur et à mesure que la Turquie développe une forme de néo-ottomanisme avec une volonté de *leadership* et de médiation régionale. Rukiye Tinas, enseignante à l'Institut d'études politiques de Lyon, nous rappelle que la coopération militaire se poursuit néanmoins : « En avril 2002, malgré la tension dans les relations bilatérales due à la seconde Intifada, le gouvernement de Bülent Ecevit charge l'IMI¹¹⁸ de la modernisation de 170 chars M60. Il affirme qu'Israël est le seul pays capable de le faire et que cela ne doit pas être lié aux crises dans la région du Moyen-Orient. Puis, en juillet 2002, Ankara procède à l'achat de 300 hélicoptères de l'IMI. Sous l'AKP, ce type d'achats et la modernisation des appareils par Israël continuent. »

117. Parti pour la justice et le développement.

118. « Israeli Military Industries », industries israéliennes d'armement.

En mai 2005, le Premier ministre Erdoğan se rend en Israël et en Palestine. L'année suivante, du 6 au 7 juin, c'est au tour du président turc, Ahmet Necdet Sezer de visiter Israël. Le ballet se poursuit en 2007 : en février, Ehud Olmert se rend à Ankara alors que du 7 au 8 octobre, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu se rend en Israël dans le cadre de sa tournée dans les pays du Moyen-Orient. Enfin, du 11 au 13 novembre, c'est la visite de Shimon Peres en Turquie, la première d'un président de l'État hébreu à la Grande Assemblée nationale turque.

Pourtant, dans le même temps, de la seconde Intifada (2000) jusqu'à l'affaire de la flottille du Mavi Marmara (2010), on assiste à une lente dégradation de l'entente turco-israélienne. Ankara exige des excuses pour l'attaque de la flottille. Elles sont refusées par le gouvernement israélien, malgré la condamnation internationale. Israël s'est néanmoins excusé depuis lors et a alloué 20 millions de dollars aux familles des victimes de l'opération, fait inédit dans l'histoire de l'État hébreu. La dégradation à long terme des bonnes relations avec la Turquie membre de l'OTAN était-elle trop risquée ? Pour Yigal Palmor, personne n'y a intérêt : *« La Turquie est loin d'être perdue pour Israël, pas plus qu'Israël n'est perdu pour la Turquie. Les Turcs savent reconnaître un allié fiable et crédible lorsqu'ils en rencontrent un. Et aujourd'hui, plus que jamais, c'est – objectivement – Israël. »*

Comment se déroule cette réconciliation d'État ? Rukiye Tinas apporte des éléments de réponse : *« Le 22 mars 2013, Benyamin Netanyahu, lors de la visite de Barak Obama à Tel-Aviv, appelle le Premier ministre Erdoğan pour présenter ses excuses aux Turcs : celui-ci les accepte. Plus tard, Israël s'engagera à dédommager les familles des victimes. Pour les autres dossiers, Israël promet d'alléger le blocus de la bande de Gaza et garantit que cela durera tant que le calme règnera. Erdoğan et Netanyahu se mettent d'accord pour œuvrer ensemble à l'amélioration de la situation humanitaire dans les Territoires palestiniens. C'est le premier pas et le plus important pour la normalisation des relations bilatérales. »* Mais jusqu'à présent – fin août 2014 –, l'accord sur les réparations et les victimes n'a toujours pas été signé entre les deux gouvernements.

La Turquie doit à présent gérer un autre dossier : la crise syrienne, les réfugiés arrivant en nombre sur son sol et la déstabilisation de sa frontière

orientale. Elle redoute un effondrement du régime de Bachar al-Assad. Cette crise syrienne pourrait-elle à nouveau rapprocher les deux pays ? Les deux y auraient un intérêt car cela permettrait de sécuriser la zone qui s'étend de la Turquie jusqu'au nord d'Israël en passant par le Liban. Cela dit, il semble que Libanais et Israéliens jouent la carte kurde contre Ankara. L'État hébreu s'est en effet rapproché des Kurdes indépendantistes, par ailleurs ennemis de l'Iran et de l'Irak. Un rapprochement aussi rapide que son éloignement de la Turquie en 2010. Aujourd'hui, les alliances sont reconstituées différemment et on sait que des instructeurs israéliens opèrent depuis le Kurdistan irakien contre l'Iran. C'est en tout cas un atout supplémentaire majeur pour Israël en cas de guerre contre Téhéran¹¹⁹. Mais comme rien n'est jamais simple, rappelons-nous que Bachar al-Assad a soutenu les rebelles kurdes contre Ankara afin d'éviter qu'ils basculent dans l'opposition et prennent des positions à la frontière avec la Syrie.

En attendant, retenons au moins un signe de réchauffement entre Tel-Aviv et Ankara : la construction d'un gazoduc vers la Turquie pour le transport du gaz israélien. La preuve qu'à long terme, leurs relations perdureront au moins pour des raisons économiques et énergétiques. C'est d'autant plus important pour l'État hébreu, qui a pâti depuis trois ans des nombreux attentats côté égyptien sur les conduites de gaz censées l'approvisionner directement et qu'il a dès lors dû trouver de nouveaux partenaires, comme l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan, un partenaire stratégique et énergétique de substitution

Depuis son indépendance en 1991, l'Azerbaïdjan a développé une coopération régionale très discrète, mais réelle avec Israël. L'inquiétude de Tel-Aviv quant à l'acheminement du gaz naturel en provenance d'Égypte l'a poussé à accroître son partenariat énergétique avec Bakou. La signature du contrat concernant le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (en Turquie) intéresse au plus haut point Israël, l'un des principaux importateurs de gaz et de pétrole d'Azerbaïdjan. En attendant, Israël discute de la possibilité

119. Jacques Benillouche, « Après Israël, la Syrie joue aujourd'hui la carte kurde », *www.slate.fr*, 4 août 2012.

d'augmenter ses importations de gaz naturel en provenance de la mer Caspienne. Benjamin Netanyahu s'est rendu sur place en 1997 lors de son premier mandat de Premier ministre. Quant au président Shimon Peres, il a effectué le déplacement en 2009 en vue de renforcer la coopération économique et militaire. L'État hébreu équipe ainsi Bakou en systèmes anti-missiles et en drones, car l'Iran constitue une menace autant pour l'un que pour l'autre. Le contrat d'1,6 milliard de dollars fut signé en février 2012, probablement dans la perspective d'une éventuelle entrée en guerre.

Dans ce même ordre d'idées, rappelons-nous les rumeurs selon lesquelles l'Azerbaïdjan aurait autorisé Israël à disposer de bases navales d'où il pourrait attaquer l'Iran. Révélée par Wikileaks, la nouvelle a rapidement été reprise dans la presse¹²⁰, car Israël disposerait alors d'un point de ravitaillement stratégique unique, directement aux prises avec l'Iran, dont l'Azerbaïdjan partage une frontière au Sud. Les inquiétudes américaines semblaient se confirmer, d'autant qu'ils craignaient avec ce nouvel élément, qu'une guerre avec l'Iran n'implique plus seulement le Golfe persique mais désormais aussi le Caucase. Lors d'une visite à Téhéran en mars 2012, le ministre azerbaïdjanais de la Défense démentait formellement : « *La République d'Azerbaïdjan, comme toujours par le passé, n'autorisera jamais aucun pays à utiliser son territoire, ou ses aérodromes, contre la République islamique d'Iran, que nous considérons comme un pays ami, un pays frère.* »¹²¹

Or, en étudiant la question de plus près, on découvre un autre problème : pour arriver en Azerbaïdjan et ensuite revenir chez eux, les avions israéliens n'ont d'autre choix que de traverser l'espace aérien de la Turquie et de la Russie. Cela est évidemment exclu puisque ces deux pays sont résolument opposés à toute intervention contre l'Iran. Il n'est donc pas question pour eux d'autoriser ce genre de passage.

Israël et l'alternative grecque

Le changement d'alliances qui s'est opéré entre Israël et la Turquie en 2010-2011 a entraîné un autre dommage collatéral pour Ankara : le rapprochement

120. Mark Perry, « L'Azerbaïdjan, le terrain d'atterrissage secret d'Israël », *www.slate.fr*, 30 mars 2012.

121. *Ibidem*.

inédit entre Tel-Aviv et Athènes. Israël y voit beaucoup d'avantages : la Grèce est membre de l'Union européenne ; cette entente ouvre la possibilité d'un nouvel espace aérien de substitution en lieu et place de la Turquie, ce qui lui permettrait d'entraîner ses pilotes. Et enfin, l'accord déstabilisera Ankara dans le dossier chypriote. Même si le nouvel allié grec pèse moins lourd en termes de démographie et de puissance, il permet néanmoins d'envisager Athènes comme un nouveau médiateur dans le dossier du Moyen-Orient. Voilà en effet un pays intégré à l'Europe, bordé par la Méditerranée et relativement mieux vu par Bruxelles que la Turquie, à qui elle a quasiment fermé les portes européennes. Dès lors, en cas de nouvelle dégradation des relations entre Tel-Aviv et Ankara, l'alternative grecque est plus qu'un simple détail géopolitique.

La question palestinienne au point mort

Les Palestiniens sont sans doute les grands perdants de la nouvelle configuration régionale, parachevée par l'échec des négociations de 2013-2014 sous l'égide de John Kerry. Ils souffrent des nouvelles menaces régionales que subit Israël, et à présent du blocage des négociations, contrecarrant toute initiative diplomatique de leur part et poursuivant le blocus à Gaza. La menace palestinienne ne semble plus vraiment en être une, pas même les rumeurs d'une troisième Intifada. Les Palestiniens des Territoires sont sortis épuisés de la seconde Intifada, et se sont bien rendu compte que la violence ne leur avait rien apporté, et que leur gouvernement impuissant n'était pas plus efficace quand il optait pour la résistance non-violente. Le *statu quo* peut toutefois dégénérer et la situation pourrait exploser, par dépit plus que par stratégie.

Yigal Palmor le dit lui-même : « *Il n'y a pas de "danger" palestinien, il y a un conflit en attente de solution, en attente de réconciliation.* » Mais, Netanyahu a tout bloqué et poursuivi la colonisation des Territoires et de Jérusalem-Est. Barack Obama n'est jamais parvenu à faire plier le Premier ministre israélien depuis son arrivée à la Maison-Blanche, même après sa réélection en 2012. Ses tentatives ont, malheureusement, toutes échoué¹²². La montée des tensions entre Israéliens et Palestiniens, après l'assassinat

122. Pour plus d'informations sur les négociations de 2013, voir la Conclusion.

des trois jeunes colons à Kfar Etzion, et la mort du jeune Palestinien brûlé viv à Jérusalem, tout comme les manifestations de protestation des Israéliens et les accrochages multiples entre les deux communautés à l'été 2014 ont ouvert une nouvelle page sanglante. Tel-Aviv s'est en effet servi du prétexte pour lancer en juillet une attaque meurtrière contre le Hamas.

2. La stratégie de l'enfermement : relance de la construction des murs et parachèvement du Dôme anti-missiles

Du nord au sud, d'est en ouest, Israël, outre le fait de mener des guerres « préventives », développe depuis des décennies son arsenal défensif. Il se barricade et s'isole toujours un peu plus de ses voisins. Denis Bauchard, maître de conférences à Sciences Po, qualifie dans *Le Nouveau monde arabe*, Israël d'État « en cours de bunkérisation »¹²³. Netanyahou confirme puisqu'il estime que « tout le pays doit être entouré d'une barrière »¹²⁴. Pour justifier ses choix, Israël invoque deux raisons : sa sécurité d'une part et la préservation du caractère juif de l'État d'autre part. C'est comme si Israël était une villa dans la jungle, un *shtetl*, quartier yiddish dans une ville d'Europe centrale, le ghetto au milieu de Prague.

L'enfermement géographique et la protection par les murs, une stratégie de « ghettoïsation » ?

Reprise du Mur en Cisjordanie (760 km)

Alors qu'il devait protéger Israël des attaques terroristes et des attentats kamikazes terriblement meurtriers et aux conséquences psychologiques tragiques, le Mur, d'abord conçu comme une « barrière de sécurité » a fini par devenir un « mur de séparation ».

Son tracé fut modifié à de nombreuses reprises entre 2002 et 2005, mordant davantage sur les territoires palestiniens. Il faut reconnaître que, même longtemps discontinu et poreux (marchandises, personnes) –, il a été par bien des aspects très efficace puisqu'il a réduit les attentats-suicides

123. Denis Bauchard, *Le Nouveau monde arabe, enjeux et instabilités*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2012.

124. *Ibidem*.

– sans toutefois les stopper complètement. Il reste pourtant un problème majeur : au regard du droit international, Israël a bâti au nom de sa sécurité un édifice, déclaré comme illégal par la Cour internationale de justice en 2004¹²⁵.

Récemment, le gouvernement, qui avait temporairement suspendu la construction de la clôture pour des raisons économiques au lendemain de la crise sociale à l'été 2011, en a annoncé la reprise¹²⁶. Seuls 400 km ont été construits à ce jour, sur les 760 prévus initialement. Au-delà du caractère illégal de l'entreprise, l'entrée de la Palestine à l'UNESCO en octobre 2011 a « bousculé » les plans des grands stratèges israéliens. En juin 2014, le village de Battir datant de la période romaine¹²⁷, au sud de Jérusalem, a en effet été inscrit au « patrimoine mondial en péril », et ce après d'âpres tractations et échanges au sein même de l'assemblée. Ce village est ainsi préservé d'une dénaturation ou d'une destruction causée par la construction du Mur à cet endroit précis. Ce vote à l'UNESCO vise à progressivement protéger les paysages, les collines et les oliviers de Palestine, l'idée étant de poser une pierre à l'édifice politique de reconnaissance du pays, tout en empêchant le bouclage du Mur.

La construction du Mur prend chaque année du retard car les plaintes contre l'illégalité de certains tronçons de cette « barrière de sécurité », ou « barrière de séparation », se multiplient. C'est la Cour suprême israélienne qui est chargée d'examiner les recours demandant le détournement du tracé du Mur. En janvier 2014, il s'agissait d'empêcher la destruction d'un village historique : le domaine chrétien de Crémisan allait en effet se trouver définitivement coupé en deux¹²⁸.

Le Mur autour de la bande de Gaza (60 km)

Outre le blocus imposé aux Gazaouis depuis 2007, il y a, entre autres mesures préventives contre les terroristes, une triple barrière de 7 mètres de

125. Il lui a été demandé pour cela de le démanteler, demande restée sans réponse ni solution.

126. « Israël va relancer la construction du mur de séparation en Cisjordanie », *rfi.fr*, 5 juillet 2012.

127. « Palestine : un paysage de Cisjordanie menacé par le mur israélien, déclaré « patrimoine mondial en péril » », *HuffPost Maghreb/AFP*, 21 juin 2006.

128. « Israël : où en est la construction du mur de séparation ? », *rfi.fr*, 29 janvier 2014.

haut encerclant la bande de Gaza. Elle doit dissuader tous ceux qui seraient tentés de pénétrer en territoire israélien. Entamée après les accords d'Oslo afin de délimiter la zone de souveraineté palestinienne, elle a été largement détériorée lors de la seconde Intifada puis reconstruite après 2001 pour atteindre les 60 km. Aujourd'hui, les deux principaux points d'entrée et de sortie sont sous le contrôle de l'Égypte à Rafah et à Erez, côté israélien.

Le Mur au sud du pays (250 km)

Officiellement, la construction d'un mur de près de 250 km le long de la frontière avec l'Égypte, est en cours pour arrêter les trafics en tout genre (drogues, armes, marchandises, immigrés clandestins). Le contrôle de la frontière du côté du Sinaï est devenu moins efficace ces derniers temps, d'où une recrudescence de l'activité criminelle et terroriste (dont les infiltrations et attaques à main armée déjà évoquées) dans cette zone sensible. La barrière (barbelés, vidéo-surveillance) vise à rendre la frontière plus étanche.

Netanyahou déclarait déjà en 2010 que l'immigration illégale était un danger vital pour le pays¹²⁹. Il a insisté devant la presse en août 2012 à ce sujet : « *Le phénomène de l'infiltration illégale à partir de l'Afrique est extrêmement grave et menace les fondements de la société israélienne, la sécurité nationale et l'identité nationale.* »

Le Mur au nord côté Liban (1 km)

Pas très long, ce mur est censé à terme longer la Ligne bleue¹³⁰ sur 1 km. L'évolution politique au Liban peut en effet être défavorable, conséquence de la crise syrienne et du renforcement possible de l'arsenal du Hezbollah. Cette muraille sera supervisée par la FINUL¹³¹ et s'étendra entre la bourgade israélienne de Metula et son voisin, Killeh, du côté libanais. Bien entendu, elle n'empêchera pas les roquettes de tomber dans le nord d'Israël.

129. « Netanyahou: Illegal immigration threat to Israel », *jta.org*, 21 janvier 2010.

130. Ligne tracée en juin 2000 par l'ONU, après le retrait israélien du Liban le 25 mai mettant fin à l'occupation commencée en juin 1982.

131. Force intérimaire des Nations unies au Liban.

La clôture métallique du côté du Golan (120 km)

Celle-ci est renforcée dans la deuxième moitié de 2013 afin d'éviter de nouvelles infiltrations de personnes et de marchandises diverses. Pour Yigal Palmor, il n'y a pas grand-chose d'autre à faire qu'observer l'évolution côté syrien : « *Au Golan, il est inutile d'envisager autre chose que le statu quo tant que la situation en Syrie n'est pas définitivement stabilisée.* »¹³²

Montée des menaces et bouclier anti-missiles : état des lieux d'un système de défense imparfait

Plus Israël renforce la protection de son territoire, plus les menaces extérieures semblent s'accroître. Le Dôme est devenu un « héros de guerre »¹³³ aux yeux des Israéliens, un acteur à part entière dans leur vie et pour leur sécurité. L'éventuel déclenchement d'une guerre avec l'Iran et l'enchaînement des alliances pourraient amener le Hezbollah à bombarder de nouveau le nord du pays, à commencer par Haïfa, à portée de tir. En janvier 2012, Tel-Aviv installait deux nouvelles batteries anti-missiles sur le plateau du Golan pour se prémunir d'éventuelles représailles syriennes en cas d'intervention contre l'Iran. Cette même année, des batteries anti-missiles ont été installées au sud du pays pour contrer l'instabilité à la frontière égyptienne¹³⁴.

Tout est souvent parti du Nord. En 2006, la troisième ville du pays avait essuyé des tirs et des dommages de roquettes Qassam et de missiles Grad. 4 000 missiles étaient tombés sur le nord d'Israël. Désormais équipé de missiles Zelzal (« tremblement de terre » en arabe ou en persan), le Hezbollah peut directement toucher Tel-Aviv. Son arsenal total est estimé à près de 40 000 roquettes. Le mouvement chiite se lassera-t-il avant que le Dôme détruise tous ses missiles en vol ? Au-delà du cynisme, se pose la question de l'efficacité de l'armée israélienne. Celle-ci dispose de près de 400 avions de combat, de 200 hélicoptères et de drones, alors que ces roquettes désuètes mais efficaces ont suffi pour semer la panique dans le

132. « La décision d'une attaque d'Israël contre l'Iran n'a pas encore été prise », interview d'Yigal Palmor, *la.vie.fr*, 29 août 2012.

133. « Le dôme d'acier, "héros" de guerre israélien », *lapresse.ca*, 19 novembre 2012.

134. « Israel to deploy Iron Dome anti-missile system on Egypt border », *haaretz.com/Reuters*, 12 juillet 2012.

nord du pays et requérir l'installation d'un tel bouclier, dont les résultats ne sont pas assurés à 100 % à ce jour.

L'armée israélienne sera-t-elle à l'avenir capable de protéger sa propre population dans l'engrenage de la violence au Nord et au Sud alors qu'en 2006, près de 500 000 citoyens avaient été obligés de fuir? Rien n'est moins sûr. Le paradoxe comme l'exprime Jean-Baptiste Beauchard, chercheur à l'IRSEM, est le suivant: « *Toute modification de la stratégie militaire israélienne engendre une menace plus importante. La sanctuarisation du territoire israélien a donc largement concouru à l'essor de la menace aérienne qui se soustrait de la notion de frontière, érigée en véritable totem par l'État hébreu.* »¹³⁵

L'armée a progressivement commencé à déployer des radars au nord et au sud du pays afin d'alerter les Israéliens de l'arrivée d'une roquette ou d'un missile ; ces radars sont les éléments préliminaires du grand Dôme anti-missiles déployé étape par étape depuis avril 2011. L'objectif à terme est de développer des batteries anti-aériennes qui permettraient de les intercepter en vol et de protéger ainsi l'ensemble du territoire depuis le centre névralgique du dispositif, situé à Beer Sheeba.

Mais les problèmes sont à l'heure actuelle encore bien nombreux : coût exorbitant du projet; défaillances techniques et nombreux échecs d'interceptions; aucune garantie d'efficacité à 100 % tant que l'ensemble du dispositif n'est pas installé; inutilité du Dôme en cas de missiles longue portée; inadaptation totale en cas de guerre avec l'Iran. Yigal Palmor, du ministère des Affaires étrangères, reconnaît la faillibilité du système: « *Le Dôme de fer est efficace à 80 %, ce qui veut dire que, malgré la prouesse technologique que tous les experts admirent, il ne permet pas une défense hermétique.* »

Autre problème majeur: au-delà du fait que la marge d'échecs est estimée à 20 % et que chaque missile intercepté coûterait 30 000 euros, le bouclier ne peut donc pas arrêter des missiles tirés à plus de 70 km. Il est dès lors inefficace face à ceux qui proviendraient d'Iran. Quant au délai de réaction de l'armée de l'air israélienne, il restera toujours beaucoup trop long vu la vitesse de croisière de ces missiles.

135. Jean-Baptiste Beauchard, *op. cit.*

Le système n'est donc pas infailible : en 2011, il était tombé en panne et en janvier 2013, il n'est pas parvenu à empêcher deux roquettes de tomber dans la ville touristique d'Eilat au sud du pays. Selon les révélations de trois scientifiques¹³⁶ dans un article du *Haaretz*¹³⁷ en 2013, les limites du Dôme sont les suivantes : l'alarme se déclenche parfois au tir d'une roquette, mais la batterie anti-missiles ne l'intercepte pas à temps. Le sujet est sensible et les experts continuent à se déchirer sur la véritable efficacité de ce système de sécurité extrêmement coûteux. On assiste ces derniers temps en Israël à une augmentation du nombre de plaintes et de demande d'indemnisations pour dégât ou destruction, preuve que le système est poreux. En 2013, « les demandes d'indemnisation pour les dommages causés par les roquettes de Gaza concernaient 746 bâtiments à Ashdod, 516 à Beer Sheva et 246 à Rishon Lezion. (...) Ce qui rend douteuses les assertions de l'armée (israélienne) au sujet des 421 roquettes interceptées sur les 479 », lit-on encore dans cet article du *Haaretz*. Et le professeur Bustol de renchérir : le Dôme ne semble même pas atteindre les 10 % d'efficacité. L'armée continue en 2014 de soutenir le chiffre des 95 % de succès¹³⁸. Qui dit vrai ?

3. Les services secrets israéliens à l'épreuve des bouleversements régionaux

« On a gagné toutes les batailles, mais on a perdu la guerre. »
Ami Ayalon, chef du Mossad de 1996 à 2000

Les services secrets israéliens ont longtemps joui d'une excellente réputation. Faut-il rappeler que la plupart des grands dirigeants politiques du pays sont issus de ses rangs ou de Tsahal : Chaïm Herzog, sixième président d'Israël, Ithzak Shamir, Ariel Sharon et Ehud Barak, tous anciens Premiers ministres, Tsipi Livni, ancienne ministre des Affaires étrangères. Et à présent Benjamin Netanyahou que l'on ne présente plus. Auréolés de mystère, de crainte, de mythologie et souvent animés des plus grands

136. Le professeur Theodor Bustol, juif américain, le Dr Mordechay Scheffer, israélien, et un employé de la société qui fabrique le Dôme et qui a requis l'anonymat.

137. «How many rockets has Iron Dome really intercepted?», *haaretz.com*, 9 mars 2013.

138. *Ibidem*.

fantasmes, le Mossad (renseignement extérieur), le Shin Beth/Shabak (renseignement intérieur) et Aman (renseignement militaire) ont été parmi les éléments moteurs de la sécurité en Israël depuis sa création. On en sait peu par définition sur ces organisations : effectifs, capacités, réseaux. Certains parlent de 40 hommes dans le monde voir 100 agents effectifs¹³⁹, pas plus, mais d'un puissant réseau de soutiens et contacts. Pour Frédéric Encel, déjà cité, c'est bien plus : « *Pour des raisons évidentes, il n'existe pas de chiffres exacts, mais plusieurs milliers d'officiers et d'agents actifs travaillent dans le cadre du Mossad. Ce n'est toutefois pas l'essentiel ; ce service peut compter sur nombre de soutiens, en Israël comme à l'extérieur, et pas seulement au sein des communautés juives contrairement aux fantasmes de certains...* »¹⁴⁰

Leurs objectifs initiaux étaient clairs : sécuriser le territoire, assurer l'alerte en amont en prévision d'une agression militaire ou terroriste. Leurs moyens d'action : enlèvements des éléments hostiles et ennemis, assassinats ciblés, etc. Mais les temps changent pour les services et leurs méthodes. « *La situation s'assombrit notablement pour l'État hébreu qui, s'il n'est pas confronté à une menace d'attaque militaire classique comme ce fut le cas dans le passé, doit faire face à une insécurité latente et volatile de plus en plus importante* », notent Éric Denécé et David Elkaïm¹⁴¹. Un système de sécurité n'est jamais infaillible, sa mise en œuvre doit donc s'adapter à la conjoncture. Et les Services peinent.

Qu'il est loin le temps des grandes opérations à succès ! On se souvient du « rapatriement » des Juifs du Maroc vers la Terre sainte malgré l'interdiction lancée par le roi Mohammed V de quitter le pays ; l'enlèvement du nazi Adolf Eichmann en 1960, qui sera jugé à Jérusalem en 1961 ou encore l'opération *Colère de Dieu* et l'assassinat de plusieurs membres de « Septembre noir », responsables du meurtre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972. On pourrait aussi citer le cas de Mordechai Vanunu, le père de la bombe atomique israélienne, enlevé en 1986

139. Éric Denécé et David Elkaïm, *Les services secrets israéliens, Aman, Mossad et Shin Beth*, Paris, Tallandier, 2014.

140. Interview de Frédéric Encel réalisée par l'auteur en juillet 2014.

141. Éric Denécé et David Elkaïm, *op. cit.*

après ses révélations sur la possession de têtes nucléaires par Israël¹⁴². Le Mossad n'avait rien pu empêcher, ce qui a permis à Vanunu de révéler dans la presse britannique l'un des secrets d'État les mieux gardés : Israël posséderait 200 têtes nucléaires, ce qui en faisait la sixième puissance nucléaire au monde. Parmi les autres épisodes ayant défrayé la chronique, la traque lancée dans tout le pays pour retrouver « l'ingénieur », considéré comme le père opérationnel des attentats-suicides et responsable de la vague d'attaques kamikazes en 1996, Yahia Ayache. Il meurt des suites de l'explosion de son téléphone portable, piégé... probablement par le Mossad.

Le premier échec retentissant des services de renseignements israéliens remonte à la guerre du Kippour. En 1973, ils avaient été incapables de prévenir les attaques déclenchées par la Syrie et l'Égypte. Cinq années plus tard, ils n'ont pas davantage anticipé la volonté de paix des Égyptiens. Comme si les situations macro-politiques et préventives leur échappaient totalement et qu'ils étaient finalement mieux adaptés à des opérations punitives, sur des cibles limitées.

Mais les échecs vont aussi se multiplier lorsqu'il s'agira de se débarrasser de personnes précises. Ce fut le cas avec la tentative d'assassinat en 1997 à Amman du leader du Hamas, Khaled Mechaal, qui posa sur le devant de la scène la question de l'éthique de telles pratiques d'assassinats ciblés sur le sol étranger (comme en Argentine, en France, en Norvège ou en Syrie). L'ancien chef du Mossad, Zvi Malkin, en poste lors de l'opération contre les responsables du meurtre des athlètes israéliens à Munich, témoignait à ce propos dans la presse : « *Nous avons échoué là où un gamin aurait réussi.* »¹⁴³ C'est aussi le cas du Dubaïgate, qui fait référence à l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, un dirigeant du Hamas à Dubaï en 2010, dans des conditions critiquées par l'émirat et la communauté internationale¹⁴⁴. En effet, les agents du Mossad avaient utilisé pour leurs faux passeports des patronymes existants, notamment de ressortissants de Grande-Bretagne, d'Irlande et de France. Au-delà de l'ingérence en territoire étranger, ils avaient ainsi créé un incident diplomatique avec les

142. « L'histoire oubliée de Mordechai Vanunu, lanceur d'alerte israélien kidnappé par le Mossad », *Wikileaks Actu francophone*, 6 octobre 2013.

143. « Israël - Les malheurs du Mossad », *lexpress.fr*, 30 octobre 1997.

144. « Depuis le "Dubaïgate", les services secrets israéliens sont débordés de CV », *rtl.fr*, 10 mars 2010.

pays concernés. Les onze tueurs avaient été confondus par les caméras de surveillance de l'hôtel où résidait al-Mabhouh. On peut enfin citer un autre évènement troublant : le crash en 2010 du vol ET-409 Addis Abeba/Beyrouth. Selon les révélations de Wikileaks, l'avion a fort probablement été saboté par le Mossad. Un agent libanais de Stratfor témoigne dans un document retrouvé par le site :

*«L'analyse initiale de la boîte noire récupérée du jet éthiopien n'a pas montré une erreur de pilotage, comme suggéré précédemment par les médias libanais. La communauté des services de renseignement libanais estime que l'avion a été saboté par le Mossad. À son avis, c'était la première frappe dans la prochaine guerre entre Israël et le Hezbollah. Il dit que les Israéliens ont agi selon une fausse croyance que le cousin de Hassan Nasrallah, Hashim Saifeddine figurait parmi les passagers de l'avion. Saifeddine est largement considéré comme le vrai numéro deux du Hezbollah. Ma source dit qu'il semble que les Israéliens veulent se débarrasser des têtes du Hezbollah avant la guerre, afin qu'ils puissent perturber ses commandes et démoraliser ses subordonnés. Les Libanais sont confrontés à un dilemme. Ils ne peuvent pas admettre que la bombe a été plantée dans l'avion à l'aéroport de Beyrouth, car ça révèle l'ampleur du laxisme de la sécurité.»*¹⁴⁵

Le récent documentaire «The Gatekeepers»¹⁴⁶ diffusé dans le monde entier, a brisé une grande partie des tabous et révélé l'impuissance grandissante des services : six anciens chefs du renseignement¹⁴⁷ témoignaient à visage découvert de leur carrière, de leur expérience, des missions, des succès et échecs. Il en ressortait une vision obsessionnelle et paranoïaque de la sécurité en Israël, comme l'explique un article de Pascal Fenaux dans *Courrier international*¹⁴⁸ du 4 mars 2013 : «*Sorti en juillet 2012, le documentaire de Dror Moreh "Shomrei Hasaf" a d'abord été accueilli dans*

145. «Stratfor Files: Retour sur les opérations du Mossad – sabotage et crash du vol ET-409 Beyrouth/Addis Abeba», *Wikileaks Actu francophone*, 21 novembre 2012.

146. *Shomrei Hasaf (The Gatekeepers)*, documentaire de Dror Moreh présente les confessions de six anciens chefs du Shin Beth, le service de la sécurité intérieure d'Israël. Un film qui éclaire trente ans de lutte antiterroriste et d'errements face à la question palestinienne.

147. Avraham Shalom, Yaakov Péri, Carmi Gillon, Ami Ayalon, Avi Dichter et Yuval Diskin.

148. Pascal Fenaux, «“The Gatekeepers”», documentaire choc sur les services secrets», *Courrier international*, 4 mars 2013.